

- > **Réforme de la santé au travail** : la lettre de « précadrage » est enfin transmise
- > **Le Conseil constitutionnel est saisi d'une QPC** en matière d'autorisation de licenciement
- > **Le Cese propose de substituer un revenu minimum garanti** aux minima sociaux
- > **Adhésion aux organisations patronales** : 24,6 % des entreprises sont concernées, soit 70,1 % des salariés
- > **Les prix sont restés stables** en février

le dossier juridique p. 1-6

- > **Loi de finances** pour 2019

// l'actualité
LIAISONS SOCIALES PRESSE

SANTÉ AU TRAVAIL

Réforme de la santé au travail : la lettre de « précadrage » est enfin transmise

Dans une lettre du 12 mars, le gouvernement invite les partenaires sociaux à s'engager « pour mener à bien une réforme ambitieuse de la santé au travail ». Invitation qu'ils ont acceptée dès sa réception. Ils devront, d'ici mi-juin, commencer par identifier les sujets sur lesquels ils souhaitent négocier et ceux sur lesquels ils préfèrent une concertation.

« Accompagner efficacement l'ensemble des entreprises, dans la durée, pour que se développe une véritable culture de prévention » et « mieux protéger la santé de tous les travailleurs et favoriser leur maintien en emploi ». Tels sont les deux axes principaux de réflexion proposés aux partenaires sociaux, dans le cadre de la réforme de la santé au travail, dans une lettre envoyée le 12 mars par la ministre de la Santé, celle du Travail et la secrétaire d'État Christelle Dubos. Par un communiqué du groupe permanent d'orientation (GPO) du Conseil d'orientation des conditions de travail (Coct) diffusé le 12 mars, les partenaires sociaux acceptent cette invitation. Ainsi s'engage la première phase de la réforme.

Neuf questions suggérées...

Dans sa lettre, le gouvernement propose au Coct de soulever neuf questions : « – Comment **revoir** l'organisation du **système de prévention** et de santé au travail, afin de favoriser durablement une offre de services en matière de pré-

vention, aisément identifiable et accessible à toutes les entreprises et notamment aux plus petites ?

– Comment **simplifier et adapter** certains aspects de la **réglementation** applicable aux entreprises en matière de santé et de sécurité au travail, dans un objectif de souplesse pour les entreprises et de haut niveau de protection pour les salariés ?

– Quelle place pour la **négociation collective** et le dialogue social dans ce cadre ?

– Comment **mieux protéger** la santé des **travailleurs** en amont ?

– Comment **prévenir la désinsertion professionnelle** et favoriser le maintien en emploi, notamment des travailleurs malades ou handicapés, *via* notamment une meilleure articulation du rôle des divers acteurs ?

– Comment **mieux accompagner** les **publics vulnérables** qui sont actuellement, pour une part plus ou moins importante, hors du champ de la prévention des risques professionnels ?

– Comment **limiter la durée des arrêts de travail**, *via* notamment des règles d'indemnisation et de suivi plus propices au retour à l'emploi et plus équitables ?

– Comment **mieux articuler vie familiale et vie professionnelle**, *via* l'adaptation des règles applicables aux entreprises ?

– Comment mieux prendre en charge la question de la **qualité de vie** au travail ?

Pour ce faire, ils pourront notamment compter sur l'appui de la Direction générale du travail (DGT) et de la Direction de la Sécurité sociale (DSS). Et, ils pourront s'inspirer de plusieurs rapports cités dans la lettre : « Lecocq-Dupuis-Forest » sur le système de santé au travail (*v. l'actualité n° 17636 du 24 août 2018*), « Bérard-Sellier-Oustric » sur les arrêts

de travail (*v. l'actualité n° 17761 du 22 février 2019*), « Frimat » sur le risque chimique (*v. l'actualité n° 17642 du 3 septembre 2018*), et ceux de l'Igas sur la désinsertion professionnelle (*v. l'actualité n° 17490 du 17 janvier 2018*) et les professions de santé au travail (*v. l'actualité n° 17510 du 14 février 2018*).

... afin d'identifier les sujets de négociation et de concertation

« Cette **première phase** de réflexion et d'approfondissement a vocation à **s'achever** au milieu du mois de **juin** », est-il indiqué. Sur la forme, les partenaires sociaux devront **choisir les sujets** sur lesquels ils souhaitent **négocier** et ceux sur lesquels ils préfèrent **concertation** avec le gouvernement. « La négociation éventuelle comme la concertation seront précédées d'un **document d'orientation**, en application de l'article L. 1 du Code du travail, qui s'inspirera des travaux conduits pendant les trois mois à venir », précisent enfin les ministres. Dans le communiqué du GPO, les **partenaires sociaux** se donnent comme **objectif de proposer** « un **projet de document d'orientation**, avant la mi-juin, présentant des éléments de diagnostic, les objectifs poursuivis et les principales options de la réforme ». Pour ce faire, « le **GPO se réunira** quasiment de **façon hebdomadaire** pendant cette période ». La première réunion ayant eu lieu ce 15 mars. ■

Lettre de précadrage de la réforme sur la santé au travail du gouvernement et communiqué du GPO du 12 mars 2019

 CONSULTER LE DOCUMENT SUR : www.liaisons-sociales.fr

Le Conseil constitutionnel est saisi d'une QPC en matière d'autorisation de licenciement

Le 7 mars 2019, le Conseil d'État a accepté de transmettre une question prioritaire de constitutionnalité relative à l'utilisation de la procédure du référé-suspension administratif en matière d'autorisation de licenciement des salariés protégés. Une procédure qui, dans bien des cas, se trouve privée d'effet utile dans la mesure où le Code du travail n'interdit pas à l'employeur de notifier le licenciement avant que le juge des référés ait rendu sa décision. Le Conseil constitutionnel devra donc se prononcer sur une éventuelle violation du droit à un recours effectif.

Lorsqu'un **salarié protégé** introduit un recours contentieux en vue d'obtenir l'**annulation** d'une **autorisation** administrative de **licenciement** (recours non suspensif), il peut juger opportun de former dans le même temps une **requête en référé** afin d'obtenir la **suspension** de l'**exécution** de la **décision** d'autorisation et **empêcher** ainsi que son **licenciement** ne soit **prononcé en cours d'instance**.

La **stratégie** pour l'**employeur** consiste alors à **notifier immédiatement** le **licenciement**, car le juge des référés n'aura *de facto* plus matière à statuer sur la suspension de l'autorisation. Un **salarié protégé** a toutefois **dénoncé** cette **situation** en déposant une **question prioritaire de constitutionnalité**, à laquelle le Conseil d'État a été particulièrement sensible puisqu'il a accepté de la soumettre au Conseil constitutionnel le 7 mars dernier.

Procédure de référé-suspension devant le juge administratif

Comme toute **décision** administrative, la décision **autorisant** le **licenciement** d'un **salarié protégé** peut faire l'objet de la procédure de **référé-suspension** prévue par l'article L. 521-1 du Code de justice administrative. Selon ce texte, « quand une décision administrative, même de rejet, fait l'objet d'une requête en annulation ou en réformation, le **juge** des référés, saisi d'une demande en ce sens, **peut ordonner** la **suspension** de l'**exécution** de cette **décision**, ou de certains de ses effets, **lorsque** l'urgence le justifie et qu'il est fait état d'un moyen propre à créer, en l'état de l'instruction, un **doute sérieux**

quant à la **légalité** de la **décision**. [...] La suspension prend fin au plus tard lorsqu'il est statué sur la requête en annulation ou en réformation de la décision ».

Pour être recevable, la **demande du salarié** doit être **présentée avant** que le **licenciement** ne soit **intervenu**. En effet, la jurisprudence du Conseil d'État est constante sur ce point: la demande de suspension devient sans objet postérieurement à la date d'envoi de la lettre de licenciement au salarié, puisque la décision d'autorisation est réputée entièrement exécutée à partir de cette date (*CE, 2 juillet 2003, n° 244435*; *CE, 7 décembre 2009, n° 327259*). Le juge des référés déjà saisi devra donc nécessairement prononcer un non-lieu.

En pratique, compte tenu de cette condition, la **demande de suspension** a **peu de chances** d'être **satisfaite**. L'affaire soumise au Conseil d'État l'illustre: l'autorisation de licenciement avait été délivrée par le ministre du Travail (saisi d'un recours hiérarchique contre une décision de refus de l'inspecteur du travail) le 8 octobre. Le salarié a alors formé un recours en référé-suspension, au cours duquel l'employeur lui a notifié son licenciement. Statuant finalement le 9 novembre suivant, le **juge des référés** a prononcé un **non-lieu** à statuer sur la demande du salarié « en raison de ce que, **postérieurement** à l'introduction de sa **demande en référé**, son **employeur** l'avait **licencié** ».

Droit à un recours effectif

Le salarié a formé un pourvoi contre l'ordonnance de référé et a déposé à cette occasion une **question prioritaire de constitutionnalité** soutenant ainsi « qu'à défaut d'avoir prévu [...] un dispositif de nature à faire obstacle à ce que l'employeur puisse prononcer le licenciement du salarié protégé avant que le juge des référés ait statué sur une éventuelle demande de suspension de l'exécution de l'autorisation administrative de licenciement, le **législateur** a **méconnu**, au détriment des salariés protégés, le **droit à un recours effectif** et le principe d'égalité devant la loi, qui sont respectivement garantis par l'article 16 et par l'article 6 de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen ».

Le **Conseil d'État** a **jugé** la **question sérieuse** au regard du droit à un recours

effectif. Il a donc **décidé de soumettre** au **Conseil constitutionnel** les dispositions de droit commun de l'article L. 1232-6 du Code du travail, relatif à la formalité de notification du licenciement, « en tant qu'elles ne prévoient pas de garanties de nature à ce que, lorsque le licenciement est subordonné à une autorisation administrative, le juge des référés puisse statuer utilement, s'il en est saisi, sur une demande de suspension de l'exécution de cette autorisation ».

Le Conseil constitutionnel **dispose** d'un délai de **trois mois** pour déterminer si le législateur aurait dû prévoir un mécanisme permettant de garantir l'effectivité du recours en référé-suspension en matière d'autorisation de licenciement, tel que l'impossibilité de notifier un licenciement entre la date de saisine du juge des référés et la date à laquelle il rend son ordonnance par exemple. Affaire à suivre. ■

CE, 7 mars 2019, n° 425779



 CONSULTER LE DOCUMENT SUR:
www.liaisons-sociales.fr

// Conférences Liaisons

► Matinée « Indemnités de ruptures »

Sous l'effet des ordonnances dites « Macron », du décret d'application du 25 septembre 2017, sans oublier une jurisprudence toujours aussi abondante, les modalités de calcul et le traitement social et fiscal des indemnités de rupture n'ont cessé d'être modifiés. Entre nouvelles règles de calcul de l'indemnité légale de licenciement et l'articulation entre accord de branche et accord d'entreprise pour les indemnités conventionnelles: mieux vaut être au point pour ne pas commettre d'erreurs en pratique!

Autant de nouveautés que Liaisons sociales vous propose de décrypter le **vendredi 12 avril 2019**, en présence de Pascale Baron, avocat associé (Rigaud Avocats) et Fadi Sfeir, senior associate (Capstan Avocats).

Pour plus d'informations:
 www.wk-formation.fr/conferences
 09 69 32 35 99

Le Cese propose de substituer un revenu minimum garanti aux minima sociaux

« Réconcilier la France ». Telle est l'ambition affichée par le Cese en intitulé de son avis adopté le 12 mars. Ses recommandations visent à répondre à la défiance exprimée par une partie de la population, à travers la mobilisation des « gilets jaunes ». Parmi elles, la « création d'un revenu minimum social garanti » qui se substituerait, sauf exceptions, aux minima sociaux actuels.

Dans un contexte de mobilisation des « gilets jaunes », le Conseil économique, social et environnemental (Cese) s'était auto-saisi pour produire un avis sur les moyens de « résorber les fractures territoriales et sociales », « accompagner la transition écologique », « améliorer le pouvoir d'achat, les conditions de vie et de garantir la justice fiscale », et « d'instaurer des modalités de participation citoyenne à l'élaboration des décisions ». Son avis, adopté le 12 mars 2019, propose notamment, en matière sociale, de créer un « revenu minimum social garanti ». Un « groupe de 28 personnes volontaires, choisis selon des critères de parité et de diversité territoriale, sociologique et d'âges » a été associé aux travaux du Cese et a produit sa propre contribution, annexée à l'avis.

Remplacer les minima sociaux par un « revenu minimum social garanti »

Reprenant une de ses précédentes recommandations (v. l'actualité n° 17318

du 2 mai 2017), le Cese préconise de substituer un « revenu minimum social garanti (RMSG) » aux minima sociaux existants, partiellement pour l'allocation aux adultes handicapés (AAH) et l'allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa), et à l'exception de l'allocation pour demandeurs d'asile (ADA). Le RMSG serait également attribué dès 18 ans pour les jeunes ni en emploi, ni en études, ni en formation et qui ne bénéficient d'aucun soutien de leurs parents, en se substituant le cas échéant à l'allocation de la Garantie jeunes. L'évolution de ce RMSG serait indexée sur le salaire médian.

Pour booster le pouvoir d'achat, le « groupe citoyen », quant à lui, recommande plutôt d'indexer le Smic, les allocations et les petites retraites sur l'inflation. Et, « d'adopter la répartition en trois tiers des bénéfices des entreprises, entre salariés, actionnaires et réinvestissements dans l'entreprise ».

Impliquer davantage les salariés sur les transformations de leur travail et dans la gouvernance des entreprises

Le Cese préconise d'expérimenter, dans les entreprises de plus de 50 salariés, la mise en place d'espaces formels d'expression devant permettre aux salariés « d'intervenir sur les transformations de leur travail (environnement physique et relationnel, horaires, conditions de travail, évolutions des tâches et des métiers, etc.) ».

Il souhaite également que le nombre d'administrateurs salariés dans les instances dirigeantes soit accru, et leur présence étendue à toutes les entreprises comportant au moins 500 emplois en équivalent temps plein, peu important leur statut.

Soumettre les crédits d'impôt à des conditions plus restrictives

« Toute aide aux entreprises, tels l'excise (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) et le crédit impôt recherche, doit servir l'intérêt général et en outre être soumise à une obligation de rendre compte de son utilisation et de ses effets », estime le Cese. Une préoccupation également partagée par le « groupe citoyen » qui « préconise de limiter par des seuils les niches fiscales (par exemple, crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) bénéficiant aux grandes entreprises, sous conditions d'attribution, avec vérification du respect des règles, et remboursement en cas de fraude ». ■

« Fractures et transitions : réconcilier la France », avis adopté par le Cese le 12 mars 2019

CONSULTER LE DOCUMENT SUR : www.liaisons-sociales.fr

Suivez l'actualité sociale en temps réel sur Twitter @LSQredaction

PATRONAT

Adhésion aux organisations patronales : 24,6 % des entreprises sont concernées, soit 70,1 % des salariés

Selon un document d'étude de la Dares publié en février, 24,6 % des entreprises en moyenne seraient adhérentes d'une organisation patronale, ce qui représente une couverture salariés en moyenne de 70,1 %. Les taux de couverture salariés sont par ailleurs plus élevés dans les secteurs d'activité où l'emploi est concentré autour de quelques grandes entreprises. Enfin, les

branches professionnelles où la couverture patronale est forte sont aussi celles où les salaires conventionnels pour les salariés et ouvriers sont les plus élevés.

Pour la première fois en France, une étude, celle qu'a publiée la Dares le 26 février dernier, a estimé des taux de couverture patronale, en termes d'entreprises et de salariés couverts,

en approchant branche par branche les résultats de l'audience patronale et les déclarations annuelles de données sociales (DADS). Premier enseignement de celle-ci : en moyenne « une entreprise sur quatre est adhérente à une organisation patronale ».

Rappelons que l'audience des organisations professionnelles d'employeurs a été mesurée pour la première fois le 26 avril 2017.

Une entreprise sur quatre est adhérente à une organisation patronale

Selon la Dares, 24,6 % des entreprises seraient ainsi adhérentes à une organisation patronale.

Deux salariés sur trois travailleraient dans ces entreprises, soit une **couverture patronale salariés** qui s'élève, en moyenne, à 70,1 %. « Le taux de couverture salariés s'élève mécaniquement lorsque la proportion d'entreprises adhérentes augmente mais cette relation n'est pas linéaire car ce sont d'abord les plus grandes entreprises qui adhèrent aux organisations patronales », souligne la Dares. Ce qui explique que ces taux soient « élevés dans les secteurs d'activité où l'emploi est très concentré autour de quelques grandes entreprises ». Et de citer notamment « les industries de la chimie et de la pharmacie, celle du verre, le bâtiment travaux publics et le secteur bancaire ». « Ces taux sont aussi généralement hauts dans les activités du tertiaire », remarque encore le document.

Pas de lien entre nombre d'organisations patronales et couverture patronale salariés

Dans 74 % des branches, une seule OP a participé à la campagne représentativité. Néanmoins, tempère la Dares, « ces branches sont relativement petites, elles ne représentant que 45 % des salariés et seulement 26 % des entreprises ».

« Le nombre d'organisations patronales progresse lorsque la taille de la branche augmente mais il ne dépasse pas quatre OP dans 98 % des branches », poursuit le document, qui précise cependant que « le nombre d'organisations patronales ne semble pas avoir de lien évident avec la couverture patronale salariés ».

De plus, « dans les branches où plusieurs organisations patronales se sont portées candidates, le poids de la principale dépasse le plus souvent de loin celui des autres réunies et dépasse également les 50 % des salariés », observe la Dares. Dans ce cas, « la procédure d'extension confère un poids très important à l'organisation patronale principale, qui peut

s'opposer à elle seule à l'extension d'un accord collectif », souligne-t-elle.

À couverture forte, salaires plus élevés pour les ouvriers et employés

Lorsque ces premières données sont croisées avec celles de la base des minima de branche, il apparaît que « les branches où la couverture patronale est forte sont celles où les salaires conventionnels pour les ouvriers ou les employés sont les plus élevés ». Le salaire conventionnel serait en effet « supérieur de près de 2 % dans les branches où la couverture patronale est proche de 100 % par rapport à celles où la couverture patronale est inférieure à 25 % ». ■

DARES, Document d'études, n° 228, février 2019

CONSULTER LE DOCUMENT SUR : www.liaisons-sociales.fr

Suivez en temps réel les grandes réformes sur liaisons-sociales.fr

ÉCONOMIE ET CONJONCTURE

Les prix sont restés stables en février

En février 2019, l'évolution de l'indice des prix à la consommation de l'ensemble des ménages en France est nulle, indique l'Insee le 14 mars. Une stabilité due à la hausse des prix de l'énergie compensée par un repli des prix des produits frais et une moindre baisse de ceux des produits manufacturés. Sur un an, l'inflation atteint 1,3 %.

Les **prix** à la consommation des ménages en France (métropole et DOM) sont **stables** en février 2019, selon une étude de l'Insee du 14 mars. En **glissement annuel** (indice du mois de février 2019 rapporté à celui de février 2018), les prix **progressent** de 1,3 %. Les prix hors tabac ont augmenté de 0,1 % sur le mois et de 1,1 % sur l'année. L'indice d'inflation sous-jacente recule de 0,3 % sur le mois et demeure stable sur un an, à + 0,7 %, comme les trois mois précédents. Quant aux prix à la consommation harmonisés (IPCH), permettant les comparaisons entre pays européens, ils sont en hausse de 0,1 % en février et de 1,6 % sur un an.

Hausse des prix de l'énergie et de l'alimentation

Après la baisse enregistrée en janvier, les **prix de l'énergie augmentent** de 1,3 %,

en lien avec l'augmentation des prix des **produits pétroliers** (+ 2,4 % après - 1,9 %). Sur un an, l'inflation énergétique progresse, après trois mois consécutifs de recul (+ 3,2 % sur un an après + 1,9 %

en janvier et + 8,0 % en décembre). Les prix des produits pétroliers accélèrent (+ 3,2 % sur un an après + 0,2 %) et ceux du gaz ralentissent (+ 11,9 % sur un an après + 12,7 %).

VARIATIONS DÉFINITIVES DES INDICES DES PRIX EN FÉVRIER 2019

INDICES DES PRIX en 2018-2019		
Ensemble des ménages		
Ensemble	Indice 100 en 2015	Variation mensuelle (annuelle pour les moyennes)
janv. 18	101,75	- 0,1
févr. 18	101,72	0,0
mars 18	102,75	+ 1,0
avril 18	102,92	+ 0,2
mai 18	103,36	+ 0,4
juin 18	103,37	0,0
juill. 18	103,28	- 0,1
août 18	103,78	+ 0,5
sept. 18	103,56	- 0,2
oct. 18	103,67	+ 0,1
nov. 18	103,45	- 0,2
déc. 18	103,47	0,0
janv. 19	103,01	- 0,4
févr. 19	103,06	0,0

Champ : France (hors Mayotte).
Source : Insee.

Source : Insee	Indices févr. 2019	Variation (en %) par rapport		
	Base 100 en 2015	au mois précédent	au début de l'année	au même mois de l'an passé
PRIX À LA CONSOMMATION				
Ensemble des ménages (France métropolitaine et DOM)				
Ensemble	103,06	0,0	- 0,4	+ 1,3
Ensemble CVS	103,65	0,0	+ 0,3	+ 1,4
Ensemble hors tabac (indexation des prestations)	102,73	+ 0,1	- 0,4	+ 1,1
Alimentation	105,41	+ 0,2	+ 0,7	+ 3,1
Énergie	113,85	+ 1,3	+ 0,1	+ 3,2
Produits manufacturés	96,78	- 0,4	- 2,5	- 0,5
Services (y compris eau)	103,39	0,0	+ 0,3	+ 0,9
MÉNAGES URBAINS				
dont le chef est ouvrier ou employé (France métropolitaine et DOM)				
Ensemble hors tabac	102,45	+ 0,1	- 0,4	+ 1,0
MÉNAGES DU PREMIER QUINTILE				
de la distribution des niveaux de vie (France métropolitaine et DOM)				
Ensemble hors tabac (indexation du Smic)	102,33	+ 0,1	- 0,5	+ 1,0

S'agissant des prix de l'alimentation, ils sont **en hausse** de **0,2 %** en février (+ 0,5 % en janvier). Les prix des produits frais se replient fortement (- 1,3 % après + 2,4 %) tandis que ceux des autres produits alimentaires augmentent de 0,4 %, après + 0,2 % en janvier. Sur un an, les prix de l'alimentation accélèrent nettement : + 3,1 % sur un an après + 2,7 % le mois précédent. **Hors produits frais**, les prix de l'alimentation se renchérissent simultanément **du fait**, souligne l'Insee, de l'entrée en vigueur de la **loi Agriculture et alimentation** (+ 2,1 % sur un an après + 1,7 %), en particulier ceux des boissons alcoolisées (+ 2,7 % après + 1,8 %) et non alcoolisées (+ 2,7 % après + 2,2 %), et ceux des huiles et graisses (+ 7,4 % après + 6,7 %).

Recul des prix des produits manufacturés

En février, les prix des **produits manufacturés reculent** de **0,4 %**. Les prix de l'**habillement** et des chaussures **baissent** de **1,2 %** et ceux des produits de santé et autres produits manufacturés respectivement de 0,7 % et 0,1 %.

Sur un an, le recul des prix des produits manufacturés s'accroît en février (- 0,5 % après - 0,4 %), en lien avec celui des produits de santé (- 3,0 % sur un an après - 2,8 %) et des « autres produits manufacturés » (- 0,2 % sur un an après - 0,1 %).

Stabilité des prix des services

L'évolution des **prix des services** est **nulle** en février, après + 0,2 % en janvier. Les prix des services liés aux **transports**

progressent de **1,3 %** et ceux des services de santé de 0,1 %. Les prix des autres services diminuent en revanche de 0,2 %.

Sur un an, les prix des services ralentissent légèrement : + 0,9 % sur un an après + 1,0 % le mois précédent. Ceux des services de transports reculent de 0,5 % sur un an après - 0,1 % en janvier, notamment ceux des transports aériens (- 2,5 % après - 1,0 %). Enfin, observe l'Insee, les prix des services de santé (+ 0,1 %) et des services de communications (- 3,1 %) évoluent sur un an à un rythme proche de celui de janvier. ■

INSEE, Informations rapides n° 62, 14 mars 2019

 CONSULTER LE DOCUMENT SUR : www.liaisons-sociales.fr

// à retenir aussi

► Projets

L'extension du pouvoir de contrainte de Pôle emploi sera bientôt effective.

Le gouvernement a transmis aux partenaires sociaux un projet de décret qui précise les délais et conditions de délivrance d'une contrainte par Pôle emploi en vue d'obtenir le remboursement par l'employeur d'allocations chômage indûment versées. Ce texte organise donc l'extension du pouvoir de contrainte de Pôle emploi prévu par la loi Avenir professionnel du 5 septembre 2018 (*v. le dossier juridique -Empl. & chô.- n° 170/2018 du 19 septembre 2018*). Selon ce texte examiné le 11 mars par la CNNCEFP (Commission nationale de la négociation collective de l'emploi et de la formation professionnelle), lorsqu'un jugement constatant le caractère injustifié d'un licenciement ordonnerait le remboursement des allocations chômage, Pôle emploi devrait au préalable mettre l'employeur en demeure de verser les sommes. Ce n'est qu'après un délai d'un mois que le directeur général de Pôle emploi pourrait décerner la contrainte. Celle-ci serait notifiée au débiteur par lettre recommandée ou par huissier et contiendrait des mentions à peine de nullité. L'employeur pourrait former opposition à la contrainte devant le tribunal d'instance dans les 15 jours de cette notification (*Projet de décret relatif à la délivrance de la contrainte de Pôle emploi pour le remboursement des allocations chômage par l'employeur examiné le 11 mars par la CNNCEFP*).

Les nouvelles modalités de la mobilité des alternants à l'étranger se dessinent.

Un projet de décret examiné le 11 mars par la CNNCEFP (Commission nationale de la négociation collective de l'emploi et de la formation professionnelle) organise les mobilités internationales des apprentis et des bénéficiaires d'un contrat de professionnalisation dans le cadre prévu par la loi Avenir professionnel (*v. le dossier juridique -Form., apprent.- n° 234/2018 du 28 décembre 2018*). Ce texte précise la couverture sociale dont bénéficierait en France un alternant n'ayant pas le statut de salarié dans le pays d'accueil. Il définit également le contenu des conventions de mise à disposition conclues entre l'employeur en France, l'apprenti ainsi que, selon les cas, l'employeur et/ou le centre de formation situés à l'étranger. Enfin, ce texte, soumis au Commission nationale de la négociation collective de l'emploi et de la formation professionnelle, prévoit aussi les modalités de la demande de prise en charge par l'opérateur de compétences (Opco) des frais engendrés par la mobilité de l'alternant. Cette demande devrait être formulée en amont de la conclusion des conventions de mise à disposition (*Projet de décret relatif à la mobilité des alternants à l'étranger examiné le 11 mars par la CNNCEFP*).

► Conventions et accords

Statut collectif des industries de la chaux.

Un avis au JO du 9 mars 2019 lance la procédure d'extension d'un accord de méthode du 25 septembre 2018, d'un an, relatif au rapprochement de la CCN des industries de la chaux avec celle des industries de carrières et matériaux de construction. Conclu, côté chaux, par l'Union patronale, la CFDT et la CGT, il prévoit la constitution d'un groupe de travail « chaux », puis celle d'un groupe de travail commun aux deux branches concernées.

Ordre public dans les services de santé au travail interentreprises (SSTI).

Le BO-CC n° 2019-07 publiera un avenant du 19 décembre 2018 à l'accord de 2017 sur l'insertion professionnelle et le maintien dans l'emploi des travailleurs handicapés (*v. l'actualité n° 17443 du 9 novembre 2017*). L'accord prévoit notamment que chaque SSTI doit désigner une personne identifiée comme interlocuteur de l'insertion et du maintien dans l'emploi des personnes handicapées. L'avenant précise que les SSTI ne peuvent pas, par accord d'entreprise, déroger dans un sens moins favorable aux salariés, à l'accord initial. Cette règle s'applique aux accords d'entreprise qui ont été conclus après le 21 juin 2017. L'extension de cet avenant est lancée par un avis publié au JO du 9 mars 2019.

Retraite

■ Édouard Philippe prêt à regarder une possible réindexation des retraites

« On peut regarder » comment il serait possible de réindexer les retraites sur l'inflation, a estimé le Premier ministre, Édouard Philippe, sur Europe 1 le 15 mars. « Pour beaucoup de nos concitoyens qui touchent des petites retraites, cette désindexation qui fait que le pouvoir d'achat est un peu rogné [...] est une vraie préoccupation ». Il a dit aussi entendre « un certain nombre de voix qui disent "dans ce cas-là, faisons en sorte pour l'année 2020 de réindexer, en tout ou partie, mais de réindexer, notamment les petites retraites" ». Et de préciser que sur cette « question, il y aura une appréciation parlementaire ». Interrogé par ailleurs sur la possibilité de repousser l'âge de départ à la retraite, il a jugé la question « légitime », soulignant que le sujet n'est « pas simplement le financement des retraites » mais celui de la dépendance. Dans ce cadre, « on peut se poser la question de savoir si un jour, pour dégager ces moyens financiers, l'équilibre sera de dire travaillons un peu plus longtemps pour faire en sorte que la dépendance soit totalement prise en charge ». La veille, le ministre des Comptes publics, Gérard Darmanin, s'était également dit ouvert à une réindexation des retraites, à la condition de « trouver des économies ailleurs » pour réduire le déficit. *Source AFP*

■ Retraites : Delevoye retourne sur le terrain défendre sa réforme

Le Haut-commissaire à la réforme des retraites, Jean-Paul Delevoye, participera d'ici fin avril à quatre « débats en région sur la création du système universel » promis par Emmanuel Macron. Après les huit « ateliers participatifs » qu'il avait organisés lui-même à l'automne, il participera au « cycle de rencontres-débats » lancé par la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation pour l'innovation politique, afin de « porter le débat auprès des différentes sensibilités sociales et politiques », selon un communiqué. Quatre dates sont annoncées : le 29 mars à Orléans, le 5 avril à Niort, le 9 avril à Montpellier et le 24 avril à Nancy. Il poursuivra en parallèle sa concertation avec les partenaires sociaux, plusieurs séries d'entretiens bilatéraux étant programmées jusqu'à la mi-mai. *Source AFP*

■ Réforme des retraites : six professions libérales s'allient pour défendre leurs caisses

Dans un « livre blanc » publié le 14 mars, les caisses de retraite des dentistes, phar-

maciens, sages-femmes, vétérinaires, notaires, experts-comptables, regroupées au sein de l'association Pro'Action Retraite, ont affirmé leur refus de se fondre dans le futur régime « universel » voulu par Emmanuel Macron. L'association dénonce « la dérive vers la création d'un régime unique » englobant tous les revenus jusqu'à 10 000 € par mois, et redoute « une augmentation significative » des cotisations pour les libéraux, dont les taux de prélèvement sont nettement inférieurs à ceux des salariés du privé. Le gouvernement a pourtant assuré en octobre que les travailleurs indépendants « bénéficieraient d'un régime de cotisations adapté afin de ne pas bouleverser les équilibres économiques de leur activité ». Les six caisses de retraite s'inquiètent aussi de la « disparition de leurs réserves au travers d'une mutualisation » avec les autres régimes. Assises sur un trésor de « plus de 20 milliards d'euros », soit « plus de sept années de prestations à payer », elles s'opposent à ce que leurs professions « contribuent sans contrepartie au financement des pensions servies à des retraités partis à 57 ans », quand les indépendants font valoir leurs droits « en moyenne aux alentours de 67 ans ». *Source AFP*

Minima sociaux

■ Le gouvernement commence à plancher sur le futur revenu universel d'activité

La secrétaire d'État Christelle Dubos, notamment chargée de la lutte contre la pauvreté, a présidé le premier « comité d'orientation stratégique » du futur revenu universel d'activité (RUA), avant le lancement au printemps d'une « grande concertation », a-t-elle indiqué dans un communiqué diffusé le 14 mars. « A minima », le RUA inclura le RSA, les aides au logement et la prime d'activité, mais « tous les scénarios seront posés sur la table » pour y inclure éventuellement d'autres prestations, a-t-elle expliqué sur LCI, telles que l'ASS (allocation de solidarité spécifique), le minimum vieillesse, ou encore l'AAH (allocation aux adultes handicapés). Cette dernière hypothèse est toutefois « sensible », car les « associations qui accompagnent au quotidien les personnes handicapées sont un peu frileuses » face à cette éventuelle réforme, a-t-elle observé. Quoi qu'il en soit, précise-t-elle dans son communiqué, la nouvelle prestation devra « garantir la lisibilité et l'équité de notre système de protection sociale qui, généreux, est

devenu aussi trop complexe ». Il devra « lutter efficacement contre la pauvreté en demeurant incitatif à une reprise d'activité ». *Source AFP*

Emploi et chômage

■ Muriel Pénicaud garde l'ambition d'un taux de chômage à 7 % à la fin du quinquennat

Commentant le 14 mars la conjoncture du marché du travail au 4^e trimestre 2018, la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, a déclaré garder l'ambition d'un taux de chômage à 7 % à la fin du quinquennat contre 8,8 % fin 2018. Elle a par ailleurs jugé « encourageant » qu'il ait diminué de 0,3 point et soit passé sous « la barre symbolique des 9 % à laquelle on s'est trop longtemps résigné ». « On n'est pas au plein potentiel de l'emploi », a-t-elle insisté, soulignant notamment qu'une entreprise sur deux dit avoir des difficultés de recrutement selon l'Insee. Tout en reconnaissant « un risque macroéconomique international » en 2019, elle a expliqué vouloir garder « l'ambition des 7 % car il faut se donner une ambition forte pour faire des réformes structurelles du marché du travail », insistant notamment sur la réforme de la formation professionnelle. Elle a également indiqué que le gouvernement allait prochainement doubler le nombre de personnes éligibles au dispositif des « emplois francs ». Si les résultats sont « encore modestes » avec 4 300 contrats signés seulement depuis leur lancement le 1^{er} avril 2018, « cela tient la route sur le plan qualitatif car 87 % des contrats sont signés par des entreprises et 79 % en CDI ». *Source AFP*

■ Grand débat : le SDI dévoile les résultats de consultations menées auprès des dirigeants de TPE

« Après deux mois de consultations auprès de ses 25 000 adhérents, le SDI, le syndicat représentatif des TPE, dévoile aujourd'hui ses attentes sur la fiscalité, le financement de l'activité, la création d'emplois, et la protection sociale », annonce un communiqué. 4 000 dirigeants de TPE y auraient répondu. Au-delà des demandes de « diminution drastique » des impôts nationaux (par 49 % des répondants), 83 % pointent du doigt l'inefficacité de Pôle emploi. « Les reproches les plus souvent adressés portent sur le profil des personnes adressées ou sélectionnées par Pôle emploi, voire sur l'absence pure et simple de candidature en provenance de cette institution », précise le communiqué. Par ailleurs, selon le SDI, « une large majorité

de dirigeants de TPE ne distingue aucune différence entre le RSI et la SSI». «De fait, si les personnes assujetties à la SSI ne mentionnent plus de dysfonctionnements tels que connus du temps du RSI, les dirigeants de TPE dénoncent le maintien de niveaux de cotisations élevés pour une protection sociale faible, notamment en ce qui concerne la maladie et la retraite. Ce point devrait pouvoir faire l'objet d'une option de renforcement de la couverture sécurité sociale, par modules, en contrepartie d'une hausse des cotisations».

Santé au travail

■ Conciliation grossesse et travail : l'Anact met un guide à disposition

L'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (Anact) a publié, le 8 mars 2019, un guide sur la conciliation de la grossesse et du travail, sous forme de dix fiches «questions-réponses». Sont notamment présentés les risques pour la grossesse et l'enfant (à prendre en compte lors de l'analyse des risques professionnels), les obligations légales de l'employeur, ainsi que les bonnes pratiques en matière d'information, de prévention, de dialogue social, de suivi médical, de management ou encore d'aménagement des postes et des horaires. «Si la conciliation avec le travail se déroule généralement bien, les marges de progression sont réelles pour prévenir les risques, favoriser le maintien en emploi des femmes enceintes et leur permettre de bien vivre leur grossesse au travail», estime l'Agence. Dans ce sens, «une politique globale d'accompagnement permet de passer des logiques individuelles de gestion de la grossesse au cas par cas ou prises dans l'urgence, à des logiques préventives d'organisation de la conciliation grossesse/travail».

Formation

■ Les branches ont jusqu'à mi-avril pour ajuster les coûts contrat d'apprentissage

Le 13 mars 2019, le conseil d'administration de France compétences a validé 163 recommandations à destination des branches professionnelles sur les niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage. Dans un communiqué, l'instance quadripartite relève que 80 % des commissions paritaires nationales de l'emploi (CPNE) ont communiqué leurs coûts contrat au plus tard à la date butoir du 1^{er} février. Au total sur les 22 756

valeurs transmises par les branches, 30 % ont fait l'objet d'une des recommandations de France compétences. 6 729 données concernant 3 370 diplômes vont devoir être ajustées par les branches impliquées. Ces dernières ont jusqu'à mi-avril et non plus jusqu'au 1^{er} avril (v. *L'actualité* n° 17673 du 16 octobre 2018) pour transmettre des niveaux de prise en charge réévalués. Pour les branches n'ayant pas communiqué leurs coûts contrat et celles n'ayant pas pris en compte les recommandations de France compétences, le gouvernement fixera les niveaux de prise en charge par décret.

■ L'UIMM, le Cnam et Orange s'unissent pour développer les compétences digitales de demain

L'Union des industries et métiers de la métallurgie (UIMM), le Conservatoire national des arts et métiers (Cnam) et Orange ont annoncé dans un communiqué avoir signé le 14 mars «une convention de partenariat stratégique pour relever le défi des compétences dans le champ du numérique». «Cet accord est un enjeu clé de la compétitivité des entreprises. Les trois partenaires mettent ainsi en commun leurs expertises et leurs moyens pour développer la formation et favoriser la détection des talents dans les domaines de la cybersécurité, des datas, de l'intelligence artificielle et de la 5G».

Europe

■ Emploi à domicile en Europe : la Fepem et l'EFFE diffusent un livre blanc constitué de dix propositions

Dans un communiqué daté du 13 mars, la fédération européenne des emplois de la famille (EFFE) et la Fepem, présentent leur «livre blanc européen» sur l'emploi à domicile en Europe, présenté le 6 mars au Comité économique et social européen. Parmi les propositions : la «mise en visibilité du secteur, en insérant la notion de «travailleur à domicile» et «d'employeur à domicile» dans les nomenclatures statistiques», la «création d'un cadre socio-fiscal incitatif pour les États membres et d'une plateforme numérique simplifiée pour inciter à la déclaration» pour lutter contre le travail non-déclaré ou encore «l'accroissement et la reconnaissance des compétences professionnelles des salariés du secteur», *via*, notamment, la création d'un «compte universel de compétences». Ce livre blanc résulte d'un «processus de près de trois ans mené par un groupe de travail informel, présidé par la questrice Élisabeth Morin-Chartier (EPP,

France) et rassemblant une quarantaine d'eurodéputés de plus de 20 États membres et de l'ensemble des groupes politiques [...]».

Syndicats

■ Seine-Maritime : un syndicaliste CGT n'aurait pas dû être exclu de deux organismes publics

La justice administrative de Rouen a suspendu le 13 mars l'exécution de deux arrêtés de la préfète de Normandie qui annulaient la nomination de Gérald Le Corre, responsable santé/travail de la CGT de Seine-Maritime et inspecteur du travail, dans deux organismes publics, y voyant un «risque de conflit d'intérêts». Celui-ci avait en effet été exclu du comité régional d'orientation des conditions de travail (CROCT) et de l'observatoire d'analyse et d'appui au dialogue social et à la négociation de Seine-Maritime. La préfète et le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Direccte), souhaitant garantir l'impartialité et la neutralité de l'inspection du travail, pointaient «un risque de conflit d'intérêts». Mais la CGT avait dénoncé «une atteinte grave et immédiate au principe constitutionnel permettant aux organisations syndicales de travailleurs de choisir librement leurs représentants». Dans les deux décisions rendues le 13 mars, le juge des référés a ainsi ordonné «la suspension de l'exécution» de ces arrêtés, qui «portent une atteinte grave et immédiate aux intérêts du comité régional CGT de Normandie, de l'union départementale CGT et de M. Gérald Le Corre», et évoqué «un doute sérieux quant à la légalité de la décision attaquée». Pour Lionel Leroger, secrétaire du comité régional CGT de Normandie. «M. Le Corre a toujours fait la distinction entre ses mandats syndicaux et sa profession d'inspecteur du travail». Et d'ajouter que «l'affaire doit encore être jugée sur le fond». *Source AFP*

Entreprises

■ Trois mois de sursis pour l'emboutisseur Steva, en redressement judiciaire

Le Tribunal de commerce de Lyon a accordé le 14 mars à l'emboutisseur de Haute-Vienne Steva, en redressement judiciaire, une période d'observation supplémentaire pour monter un plan financier, industriel et social. «On a jusqu'au 4 avril pour proposer une ébauche de projet construit et le tribunal



Wolters Kluwer

Président-directeur général, directeur de la publication : Hubert Chemla – Directrice du Pôle droit et réglementation : Isabelle Bussel – Directrice des rédactions : Sylvie Duras. Rédactrice en chef : Rachel Brunet. Rédactrice en chef adjointe : Aude Courmont. Rédaction : Emmanuelle Couprie (chef de rubrique protection sociale), Michel Eicher (chef de rubrique conventions), Sandra Laporte (chef de rubrique jurisprudence), Vincent Szyt (chef de rubrique emploi et formation), Romain Boutin, Anne Buis, Marjorie Caro, Alice Dubois, Audrey Minart, Joris Monier.

Secrétaire de rédaction : Audrey Évrard. Conception graphique : Primo & Primo. Directrice de production : Palmira Andrade. Liaisons sociales est édité par WOLTERS KLUWER FRANCE, SAS au capital de 75 000 000 € - 14, rue Fructidor, 75814 Paris Cedex 17 - RCS Paris 480 081 306. Associé unique : Holding Wolters Kluwer France - N° Commission paritaire 1121 T 80984. Abonnement : 710,61 € TTC/an. Prix au numéro : 2,89 € TTC. Impression - routage : STAMP ZAC du Chêne Bocquet, 60 rue Constantin Pecqueur, 95150 Taverny. Dépôt légal : à parution. ISSN 1955-5024. Ce numéro comporte 16 pages dont 3 pages de publicité, et un dépliant. Service clients : contact@wkl.fr - N° Cristal : 09 69 39 58 58 (appel non surtaxé) - Service lecteurs : 01 85 58 37 20 - e-mail : redactions@liaisons-sociales-quotidien.fr - Rédaction : 01 85 58 30 00 (Fax : 01 85 58 39 70)

Internet : <http://www.liaisons-sociales.fr>



nous a accordé une période d'observation supplémentaire exceptionnelle de trois mois, jusqu'au 5 juillet, pour présenter notre plan», a indiqué Bruno Grimaux, secrétaire du CE et délégué FO de cette usine implantée à Bessines-sur-Gartempe, qui emploie quelque 110 salariés. Les salariés avancent des solutions pour poursuivre l'activité mais si un repreneur se présentait avant le 28 mars, il aurait la priorité, a précisé le syndicaliste, déterminé, comme ses collègues, à sauver le site. « Nous n'avons jamais fait grève. On demande à notre patron de nous reprendre. Il faudra des discussions pour voir combien de salariés seront repris. On a des lettres de clients qui nous soutiennent et on devrait avoir du travail ». L'italien OMA, seul en lice pour la reprise de Steva, avait retiré son offre le 11 février dernier. *Source AFP*

► Informatique trop complexe à bord : les inquiétudes du syndicat des pilotes SNPL

« Le transport aérien est affecté depuis plusieurs années par des incidents ou des accidents, dont l'une des causes est la logique extrêmement sophistiquée des technologies informatiques embarquées », a estimé le Syndicat national des

pilotes de ligne (SNPL Alpa) dans un communiqué diffusé le 14 mars. « Ces systèmes, dont l'ambition serait de rendre les vols plus sûrs, connaissent un développement si rapide que les autorités de certification ont du mal à évaluer leurs effets secondaires, notamment sur la conduite du vol et la formation des équipages », poursuit-il. « De plus, ces technologies informatiques dépendent elles-mêmes de capteurs par essence peu fiables, et n'acceptent généralement pas de rendre la main aux pilotes ». Concernant le crash de l'avion d'Ethiopian Airlines près d'Addis Abeba, qui a fait 157 morts, le second en moins de six mois pour le Boeing 737 MAX 8, le syndicat demande toutefois de « laisser les enquêteurs agir », précisant qu'« aucune information à ce jour ne permet d'émettre une quelconque hypothèse sur les causes de l'accident ». *Source AFP*

► SNCF : la CFDT dénonce la fermeture d'agences dédiées aux groupes de voyageurs

La CFDT-Cheminots a dénoncé le 14 mars une « décision » de la SNCF de fermer d'ici à juillet 2020 des agences commerciales « destinées aux groupes de voyageurs », entraînant la « suppres-

sion de 209 postes ». Dans un communiqué, le syndicat souligne que les « compétences » de ces agences spécialisées « permettent de répondre aux besoins spécifiques de cette clientèle ». Interrogée, la direction de la SNCF a affirmé être « à ce stade sur un projet ». « Pour des raisons économiques », la SNCF « a le projet d'optimiser et de regrouper d'ici la mi-année 2020 ses différentes agences dédiées en une agence unique constituée d'une centaine de téléopérateurs », qui « sera localisée dans le bassin d'emploi de Strasbourg », a expliqué une porte-parole. Cette « activité groupe » sera « maintenue », mais va évoluer « pour mieux répondre aux nouveaux comportements d'achats des clients et à leurs attentes fortes de digitalisation ». Selon elle, les agents concernés par « ces évolutions d'organisation » ne perdront « bien évidemment pas leur emploi » dans le groupe ferroviaire, qui détient actuellement sept agences dédiées aux groupes de voyageurs, site de Strasbourg compris. Ils bénéficieront d'« un accompagnement personnalisé dans leur évolution professionnelle, qu'elle soit fonctionnelle et/ou géographique ». *Source AFP*



LIAISONS SOCIALES

LE BARÈME LIAISONS SOCIALES
100 % fiable et résolument pratique, trouvez les chiffres que vous cherchez !

OFFRE
19%⁽¹⁾
de remise



- tous les taux (charges sociales, exonérations)
- toutes les valeurs (smic, barèmes des avantages en nature, IJ maladie...)
- tous les indices du social (prix, chômage, etc.)

Composition de l'abonnement papier (inclut sa version en ligne sur liaisons-sociales.fr)

- 4 numéros
- La version numérique mise à jour en continu
- > Existe également en abonnement en ligne seul sur liaisons-sociales.fr

BULLETIN D'ABONNEMENT

À retourner à l'adresse suivante : Wolters Kluwer France
Service Client - CP 402 - 14, rue Fructidor 75814 Paris Cedex 17
E-mail : contact@wkl.fr - ☎ N° Cristal 09 69 39 58 58

☐ OUI, je souhaite m'abonner au barème Liaisons Sociales

Version	Réf.	Prix HT	TVA	Tarif TTC ⁽¹⁾
<input type="checkbox"/> En ligne seule	LS110	148 €	20 %	177,60 €
<input type="checkbox"/> Papier (version en ligne incluse)	LR010	164 € au lieu de 202 €	2,1 %	167,44 € au lieu de 206,24 €

☐ Mme ☐ M. 002718 011

Nom*/Prénom* : _____

Fonction : _____

Service* : _____

Raison sociale* : _____

Adresse* : _____

Code postal* : _____ Ville* : _____

Tél. : _____ Mobile : _____ Fax : _____

E-mail* : _____

N° Siret : _____

Code NAF : _____ ☐ Siège ☐ Établissement

Nombre de salariés à mon adresse :

☐ Je règle par virement sur le compte de

Wolters Kluwer France. IBAN : FR76 30003
03620 00020142228 17 / BIC : SOGEFRPP
Et je recevrai une facture acquittée.

☐ Je réglerai à réception de facture.

Date, signature et cachet

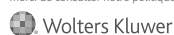
La signature de ce bon de commande emporte adhésion des conditions générales de vente consultables sur www.wkl.fr.

⁽¹⁾ Offre valable uniquement pour tout nouvel abonnement au barème Liaisons Sociales sur le prix d'achat au numéro jusqu'au 31 décembre 2019 et non cumulable avec une autre offre en cours.

TVA de 21%. Les tarifs indiqués sont valables au 01/01/2019 franco de port et d'emballage sous réserve d'une modification du taux de TVA applicable au moment de la commande. Pour tout envoi hors de France métropolitaine, une majoration est prévue sur le prix HT de 10% pour l'Europe et les DOM-COM et de 20% pour les autres pays. Les abonnements sont automatiquement renouvelés d'une année sur l'autre sauf avis contraire de votre part signifié 2 mois avant la date d'échéance.

☐ En cochant cette case, je m'oppose à recevoir par courrier électronique des offres commerciales et des informations personnalisées de la part de Wolters Kluwer France.

Wolters Kluwer France met en œuvre des traitements de données à caractère personnel ayant pour finalité le traitement de votre demande et des opérations commerciales. Les informations comportant un astérisque sont obligatoires pour ce traitement. Vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, d'un droit à la portabilité de vos données, d'un droit d'opposition au traitement ainsi que du droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle. Pour plus d'informations sur vos données et vos droits, merci de consulter notre politique de confidentialité sur notre site : www.wkl.fr/donnees-personnelles.



Wolters Kluwer France, SAS au capital de 75000000 €
TVA FR 55 480 081 306 - SIREN 480 081 306 RCS Paris.